



SECRETARIAT EXECUTIF

Programme Régional d'Appui
Sécurité Alimentaire – Lutte contre la Désertification – Population et Développement
(PRA/SA-LCD-POP DEV)

REUNION REGIONALE SUR LE SUIVI DE LA SECURITE ALIMENTAIRE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

MBODIENE (Laguna Beach/Sénégal), du 20 au 22 mars 2007

COMPTE RENDU

mars 2007

ACRONYMES

AED-Africa 2010/USAID	Academy for Education Development-Africa 2010/United States Agency for International Development
AGRHYMET	Agro-Hydro et Météorologique (Centre AGRHYMET : Institution spécialisée du CILSS)
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CRS	Catholic Relief Services
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
FAO	Food and Agriculture Organization
FEWS.NET	Famine Early Warning System Network
FICR	Fédération Internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
INSAH	Institut du Sahel, institution spécialisée du CILSS
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OMM	Organisation Mondiale de la Météorologie
OOAS	Organisation Ouest Africaine de la Santé
ROPPA	Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest
UEMOA	Union Economique Ouest Africaine
VAM/PAM	Vulnerability Assessment Method / Programme Alimentaire Mondial

1. INTRODUCTION

Cette année 2007, la réunion régionale sur le suivi de la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest s'est tenue à Mbodiène (Complexe Laguna Beach) au Sénégal, du 20 au 22 mars 2007.

Participaient à cette rencontre :

- les délégués des **neuf (9) pays membres du CILSS** ;
- les délégués venus des pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest (**Bénin, Guinée, Nigeria et Togo**) ;
- les représentants des institutions et organismes partenaires notamment l'AED-Africa 2010/USAID, le CSAO/OCDE, la Coopération Française, le CRS, la FAO, la FICR, le FEWS NET, l'IRD, l'OCHA, l'OMM, l'OOAS, le ROPPA, l'UEMOA et le VAM/PAM ;
- les experts du CILSS (Secrétariat Exécutif, AGRHYMET, INSAH). *La liste des participants est jointe en annexe.*

La cérémonie d'ouverture a été marquée par le mot introductif de monsieur Amadou Mactar Konaté, expert en sécurité alimentaire du PRA/SA/LCD/POP DEV, représentant le Secrétaire Exécutif du CILSS empêché et le discours d'ouverture prononcé par monsieur Abdoulaye DIOP, adjoint au SP/CONACILSS, représentant le Directeur de Cabinet du Ministère de l'Agriculture, des Biocarburants et de la Sécurité Alimentaire du Sénégal, également empêché.

Dans son mot introductif, monsieur Konaté a d'abord remercié les autorités sénégalaises pour l'accueil et les facilités accordées aux délégués des pays depuis leur arrivée à Dakar, avant de situer le cadre et les centres d'intérêt de la rencontre, tout en mettant un accent particulier sur les attentes du CILSS à l'issue de ces travaux.

Ensuite, il a rappelé les objectifs fixés par la présente rencontre comme suit :

- faire l'évaluation de la situation de la sécurité alimentaire dans chaque pays au vu notamment des résultats définitifs de la campagne agricole 2006-2007 ;
- procéder à l'identification des zones à risque et des populations vulnérables durant la prochaine période de soudure 2007 ;
- définir les actions à entreprendre pour soutenir les populations en insécurité alimentaire afin de juguler une éventuelle crise alimentaire ou nutritionnelle.

Dans le discours d'ouverture, monsieur Diop, représentant du Directeur de Cabinet du Ministère de l'Agriculture, des Biocarburants et de la Sécurité Alimentaire du Sénégal, a rappelé l'importance de cette rencontre qui se place en début de période de soudure, avant de déclarer ouverte la réunion régionale sur le suivi de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et au Tchad.

2. DÉROULEMENT ET RÉSULTATS DES TRAVAUX

Suite à la mise en place du bureau de séance et à l'adoption de l'agenda, ci-joint en annexe, la réunion s'est déroulée en plénière et en séance de groupe de travail.

Le Bureau de séance est composé comme suit :

Président : **Sénégal**
Rapporteurs : **Bénin, Mali, Niger et Guinée Bissau, appuyés par les experts du CILSS et le FEWS NET/AO**

Suite aux présentations des rapports de pays, complétées par les dispositifs régionaux (CILSS, FEWS NET, FAO, PAM/VAM) d'information sur la sécurité alimentaire, les travaux ont porté sur les quatre points suivants :

- Résultats définitifs de la campagne agricole 2006-2007 au Sahel et la situation des disponibilités alimentaires au Bénin, Guinée, Nigeria et Togo ;
- Etat de la situation alimentaire, évolution des prix et approvisionnements des marchés ;
- Propositions de plans d'action d'atténuation d'une éventuelle crise alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest ;
- Etat d'avancement de la mise en œuvre du cadre harmonisé et de l'élaboration du bilan alimentaire.

2.1- Résultats définitifs de la campagne agricole 2006-2007 au Sahel et la situation des disponibilités alimentaires au Bénin, Guinée, Nigeria et Togo

La campagne agricole 2006-2007 s'est achevée de manière satisfaisante sur l'ensemble des pays du Sahel et des pays côtiers non membres du CILSS. Les résultats définitifs des enquêtes agricoles ont été publiés dans cinq des neuf pays du CILSS. La Mauritanie a présenté des données préliminaires ne tenant pas compte des données définitives de la contre-saison céréalière non encore disponibles. Les données de l'enquête agricole sont en cours de traitement en Gambie tandis qu'au Cap-Vert, l'enquête est toujours en cours de réalisation. Quant à la Guinée Bissau, l'enquête agricole n'a pas pu être réalisée au cours de la présente campagne.

Sur la base de ces résultats et sous réserve de confirmation des données prévisionnelles du Cap-Vert, de la Gambie et des productions de contre saison et de décrue de la Mauritanie, la production céréalière totale des pays du CILSS, révisée en mars 2007 se chiffrent à **15 102 134 tonnes**, elle est en hausse de **3%** par rapport à celle de **2005-2006** et de **19%** par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Par rapport à l'année dernière, les productions sont en hausse pour tous les pays sauf en **Mauritanie** et au **Sénégal** où il a été enregistré une baisse de production respectivement de **27%** et de **29%**.

A l'issue de la présente campagne agricole, le Sahel connaît une production brute céréalière par habitant supérieure à la moyenne des cinq dernières années (**10%**). Cette situation est valable pour l'ensemble des pays à l'exception du **Sénégal** et de la **Mauritanie** où la production par habitant accuse une baisse par rapport à la moyenne respectivement de **17%** et **8%**. Ailleurs, la production céréalière par habitant connaît une hausse variable entre **1** à **29%** (cf. annexe 4). Cette situation des disponibilités céréalières est favorable à la reconstitution des stocks nationaux de sécurité, des stocks commerçants et surtout des stocks paysans.

Au plan des disponibilités céréalières et des perspectives alimentaires, à l'exception du **Cap-Vert**, de la **Mauritanie** et du **Sénégal**, tous les pays du CILSS dégagent un excédent céréalier net (importations et exportations comprises). cf. annexe 2.

Globalement, il se dégage un excédent net régional de **1 901 323 tonnes** entre les Ressources et les Emplois. Ce surplus céréalier prend en compte les intentions d'importations (commerciales et aides) de riz estimées à **1 369 700 tonnes** et de blé estimées à **809 400 tonnes**.

La production vivrière au niveau des pays côtiers non membres du CILSS est tout aussi globalement bonne. Dans ces pays, la production céréalière est estimée comme suit : **Bénin (1 095 505 tonnes)**, **Guinée Conakry (2 117 858 tonnes)** et **Togo (888 984 tonnes)**. Au **Nigeria**, la production céréalière de la campagne **2006-2007** révisée est de **28 871 000 tonnes** contre **26 942 000 tonnes** en **2005**, soit une hausse de **7%**.

2.2- Etat de la situation alimentaire, évolution des prix et approvisionnements des marchés

Suite aux productions céréalières record en 2006-2007 et les récoltes des cultures de contre saison actuellement en cours, les marchés sont globalement bien approvisionnés en céréales locales et importées.

En effet dès novembre 2006, lorsque les bonnes perspectives de production se précisait d'avantage et que les paysans, pour faire de la place aux nouvelles récoltes, proposaient sur les marchés les vieux stocks, les prix dans les zones de production enregistraient des baisses substantielles par rapport à leur niveau de la période de soudure : entre 40 et 60% pour le maïs à Koutiala au Mali, 138% pour le maïs blanc à Ndorola, 90% pour le sorgho blanc et 89% pour le mil à Gassan au Burkina Faso et 47% pour le mil à Maradi au Niger.

Ces baisses de prix se sont poursuivies sur les marchés de collecte et de consommation jusqu'en février 2007. Le niveau actuel du prix du mil est nettement plus bas que celui de l'an dernier à la même période. Il reste proche de la moyenne des cinq dernières années sur la plupart des marchés céréaliers suivis dans les pays. La Mauritanie fait exception à cette tendance générale de baisse des prix observés au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Contrairement aux marchés transfrontaliers voisins et pourvoyeurs en céréales traditionnelles, on relève en Mauritanie une tendance à la hausse des prix et une faiblesse des offres. L'absence de séries comparables et l'insuffisance de la fiabilité des données qui existent rendent difficiles les analyses et les comparaisons. Cette faiblesse des offres et les hausses exceptionnelles des prix enregistrées en Mauritanie pourraient s'expliquer par plusieurs facteurs dont la réorientation des circuits d'approvisionnement orientés sur la capitale, Nouakchott, la demande de plus en plus croissante pour certains **produits** commercialisés comme l'arachide au détriment des céréales comme le mil ou le sorgho, les changements dans les habitudes alimentaires qui privilégient le blé ou les sous produits associés souvent plus accessibles que les céréales traditionnelles et la parité entre l'Ouguiya et le franc CFA qui influence le niveau des échanges transfrontaliers.

En Guinée, malgré une bonne production céréalière et des importations vivrières non négligeables en 2006, les prix des produits alimentaires de base se sont situés à des niveaux très élevés en raison entre autres d'une dévaluation régulière et importante du franc guinéen par rapport aux devises étrangères. Ils se sont particulièrement accrus de 35% sur le riz local et de 30% sur le riz importé en janvier et février 2007 pendant la période de la grève générale déclenchée par le syndicat en janvier 2007.

Dans les autres pays non sahéliens d'Afrique de l'Ouest, notamment au Nigeria et au Bénin, le prix des céréales est également en baisse par rapport à l'année dernière. Toutefois, le prix des céréales actuellement observé au Nigeria, est plus élevé que celui observé sur certains marchés frontaliers du Niger dû à l'amélioration de la parité de la Naira par rapport au franc CFA et la politique de stockage en cours au Nigeria en appui à la sécurité alimentaire et au revenu des producteurs.

Cette tendance anormale à la hausse des prix est également vécue à l'Est du Tchad due à la persistance des conflits et ceci mérite un suivi rapproché par les dispositifs.

Pour ce qui concerne le bétail, il ressort que les prix de vente des animaux se sont beaucoup appréciés sur les marchés sahéliens. Les termes d'échanges bétail/céréales sont en faveur des éleveurs à cause de la disponibilité du fourrage et l'absence de maladie du bétail qui favorise un embonpoint satisfaisant des animaux et une demande soutenue en provenance des pays côtiers. Malgré la baisse récente du prix du mouton au Sahel après la Tabaski et à cause de la hausse des offres pour un besoin de constitution des stocks céréaliers, les termes de l'échange mouton/céréales restent favorables aux éleveurs. En février 2007, l'éleveur en vendant un mouton moyen pouvait se procurer sur le marché de N'Djamena près de 128 kg de mil contre 105 kg en février 2006.

2.3- Plan d'action d'atténuation d'une éventuelle crise alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Suite aux travaux de groupes, chaque pays a présenté un plan d'action (cf. annexe 5) d'atténuation d'une éventuelle crise alimentaire. On peut retenir que les pays sahéliens malgré l'excédent global dégagé présentent des zones à risque. Des mesures idoines ont été proposées pour juguler les difficultés alimentaires des populations concernées. Les pays côtiers dans leur ensemble n'ont pas connu de situations conjoncturelles d'envergure liée à la campagne 2006. Néanmoins, ils devront surveiller les zones structurellement déficitaires et engager des actions correctrices sur le moyen et long termes.

2.4- Etat d'avancement de la mise en œuvre du bilan alimentaire et du cadre harmonisé

Tous les pays membres du CILSS à l'exception du Tchad ont réalisé leur bilan alimentaire ex-post 2005-2006. Pour ce qui concerne les pays côtiers non membres du CILSS, le Togo et le Bénin ont eux aussi établi un bilan alimentaire ex-post 2005-2006. Quant au Nigeria et à la Guinée Conakry, le niveau de collecte des données est encore faible.

Sur les cinq pays (Burkina Faso, Cap-Vert, Mali, Mauritanie et Sénégal) qui étaient retenus pour réaliser le test d'élaboration du bilan alimentaire prévisionnel, seul le Sénégal a pu mener à terme l'exercice. Pour ce pays, le Comité Technique chargé des bilans alimentaires a déjà finalisé la première version du bilan prévisionnel 2006 et il sera publié en juin 2007 dans sa forme définitive. Pour les quatre autres pays, le processus de collecte et de traitement des données est toujours en cours.

Les principales contraintes évoquées dans l'élaboration des bilans sont celles qui ont déjà été signalées lors de la dernière réunion de concertation technique tenue à Bamako en novembre 2006 et qui se résument ainsi :

1. manque ou faiblesse des dispositifs de collecte des données (horticoles, production animale, importations, exportations, pêche) ;
2. absence de méthodologie d'évaluation des stocks (initiaux et finaux) ;
3. contraintes financières ;
4. absence de coefficients de conversion des produits transformés en produits primaires.

Le projet FEWS NET/AO a informé l'assistance des travaux sur les profils alimentaires en cours qu'il est entrain de mener au Mali, au Burkina Faso et au Sénégal afin de compléter les travaux entamés, depuis 2003 au Sahel.

3. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

A l'issu des travaux, il ressort que les disponibilités alimentaires sont globalement satisfaisantes au Sahel et en Afrique de l'Ouest suite aux bonnes récoltes de la campagne agricole 2006-2007. Toutefois, pour le riz et le blé, des importations seront nécessaires pour couvrir les besoins alimentaires.

Les prix des céréales sont en général en baisse. Ils restent inférieurs à leur niveau de 2006 et similaires à la moyenne des cinq dernières années. Cette conjoncture favorise l'accès aux céréales pour les populations les plus vulnérables.

En ce qui concerne le bétail, les prix pourraient connaître une hausse comparativement à leur niveau de 2006 et à la moyenne des cinq dernières années.

Toutefois, toutes ces évolutions seront fonction de plusieurs facteurs dont les plus importants et qui nécessitent un suivi rapproché sont l'évolution de la parité entre les monnaies (Naira/CFA/Dollar/Ouguiya), l'évolution de la demande de maïs pour l'aviculture, les niveaux des stocks céréaliers et des prix sur le marché de Dawanu (Nigeria), l'allure de la reconstitution des stocks nationaux de sécurité dans les pays et l'évolution du prix du blé sur le marché international.

Au regard de tout ce qui précède, la réunion a formulé les **recommandations** suivantes :

A l'endroit des pays :

- Veiller à ce que les données définitives issues des enquêtes agricoles soient disponibles avant la tenue de la réunion de mars qui examine la situation agricole et alimentaire des pays de l'Afrique de l'Ouest.
- Accorder une importance particulière à la filière semencière notamment en ce qui concerne :
 - ↳ *la promotion des programmes de multiplication de semences améliorées par les filières nationales sous le contrôle des services semenciers ;*
 - ↳ *le rachat et la constitution des stocks semenciers stratégiques à l'instar des stocks vivriers qui serviront à approvisionner les paysans à titre humanitaire ou onéreux.*
- Mettre en œuvre les plans d'action élaborés par les pays en faveur des populations vulnérables.

A l'endroit du CILSS :

- Procéder à l'harmonisation des outils et des méthodes d'estimation des récoltes à travers un renforcement des capacités au niveau de tous les pays membres du CILSS et des autres pays de l'espace UEMOA et CEDEAO.
- Poursuivre et intensifier le programme d'appui technique, logistique et méthodologique aux systèmes d'alerte précoce en Guinée Bissau, en Gambie et au Tchad.
- Accélérer et finaliser le plus tôt que possible le processus d'extension du dispositif CILSS aux pays UEMOA et CEDEAO non membres du CILSS.

A l'endroit des partenaires techniques et financiers :

- Accompagner et soutenir le CILSS dans la mise en œuvre du cadre harmonisé en cours d'exécution.
- Assurer une meilleure collaboration entre partenaires ainsi qu'avec les dispositifs régionaux et nationaux d'information sur la sécurité alimentaire.

Fait à Mbodiène, le 22 mars 2007

La rencontre

ANNEXES

Annexe 1 : Bilan céréalier prévisionnel révisé 2006-2007

PAYS : CILSS.

Unité: tonne.

POSTES	RIZ	BLE	MIL/SORGHO MAIS/AUTRES	TOTAL
Population au 30/04/2007				64.915.600
I. <u>DISPONIBILITES</u>	1.316.489	125.915	11.817.719	13.260.123
Production				
Production brute	1.780.660	19.500	13.301.974	15.102.134
Production disponible	1.083.589	14.715	11.306.619	12.404.923
Stocks initiaux	232.900	111.200	511.100	855.200
. Stocks paysans	-	-	350.800	350.800
. Autres stocks	232.900	111.200	160.300	504.400
<u>II. BESOINS</u>	2.473.350	904.500	10.212.300	13.590.150
Norme de consommation (kg/hbt/an) .	-	-	-	-
Consommation humaine totale	2.278.600	827.600	9.659.800	12.766.000
Stocks finaux	194.750	76.900	552.500	824.150
. Paysans	-	-	284.700	284.700
. Autres	194.750	76.900	267.800	539.450
<u>III. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-) BRUT.</u>	(1.156.861)	(778.585)	1.605.419	(330.027)
<u>IV. SOLDE IMPORT/EXPORT(1).</u>	1.369.700	809.400	158.500	2.337.600
.importations commerciales prévues	1.310.900	789.800	122.700	2.223.400
. aides prévues	58.800	19.600	35.800	114.200
. exportations prévues	34.800	1.350	70.100	106.250
<u>V. EXCEDENT/DEFICIT() NET.</u>	178.039	29.465	1.693.819	1.901.323
<u>VI . DISPONIBLE APPARENT/HBT (kg)</u>	40,8	14,4	183,4	238,6

Source : CILSS/AGRHYMET/mars 2007

Annexe 2 : Bilan céréalier révisé 2006-2007

Unité: tonne.

POSTES	BURKINA FASO	CAP-VERT	GUINEE BISSAU	MALI	MAURITANIE	NIGER	SENEGAL	TCHAD	GAMBIE	CILSS.
Population au 30/04/2007	13.254.000	502.000	1.329.000	11.933.000	3.010.600	13.403.000	11.165.000	8.716.000	1.603.000	64.915.600
I. DISPONIBILITES	3.328.050	33.700	177.300	3.085.080	197.100	3.507.300	972.504	1.704.789	254.300	13.260.123
Production										
Production brute	3.680.700	11.800	225.300	3.693.280	144.950	4.056.364	1.042.160	1.991.180	256.400	15.102.134
Production disponible	3.094.450	10.000	165.000	2.898.080	110.300	3.430.400	826.104	1.658.789	211.800	12.404.923
Stocks initiaux	233.600	23.700	12.300	187.000	86.800	76.900	146.400	46.000	42.500	855.200
. Paysans	188.000	-	-	107.100	-	34.100	-	6.000	15.600	350.800
. autres	45.600	23.700	12.300	79.900	86.800	42.800	146.400	40.000	26.900	504.400
II. BESOINS	2.676.950	117.800	254.700	2.749.900	624.200	3.251.000	2.147.700	1.438.000	329.900	13.590.150
Norme de consommation (kg/hbt/an).	190	206	175	214	176	231	185	159	175	-
Consommation humaine totale	2.518.200	103.400	232.700	2.553.600	529.900	3.096.000	2.065.600	1.386.000	280.600	12.766.000
Stocks finaux	158.750	14.400	22.000	196.300	94.300	155.000	82.100	52.000	49.300	824.150
. Paysans	119.000	-	-	110.100	-	22.500	-	15.000	18.100	284.700
. Autres	39.750	14.400	22.000	86.200	94.300	132.500	82.100	37.000	31.200	539.450
III. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-) BRUT	651.100	(84.100)	(77.400)	335.180	(427.100)	256.300	(1.175.196)	266.789	(75.600)	(330.027)
IV. SOLDE IMPORT/EXPORT	319.950	79.600	83.800	130.700	324.400	232.700	922.500	44.000	93.700	2.231.350
. importations commerciales prévues	325.900	72.000	75.000	169.500	314.500	215.700	908.400	35.000	107.400	2.223.400
. aides prévues	25.100	7.600	8.800	13.500	9.900	17.000	14.100	9.000	9.200	114.200
. exportations prévues	31.050	-	-	52.300	-	-	-	-	22.900	106.250
V. EXCEDENT/DEFICIT() NET	971.050	(4.500)	6.400	465.880	(102.700)	489.000	(252.696)	310.789	18.100	1.901.323
VI. DISPONIBLE APPARENT/HBT (kg)	275,2	225,7	196	269	173,2	279,0	169,7	200,6	217,1	238,6

Source : CIL SS/AGRHYMET/mars 2007

Annexe 3 : Production céréalière brute prévisionnelle révisée de la campagne 2006-2007 et comparaison avec les cinq dernières années

Pays	PRODUCTION BRUTE (X 1 000 tonnes)						Prévisions révisées 2006/2007	Ecart (%) P06/P05	Ecart (%) P06/moy.
	Campagne 2001/2002	Campagne 2002/2003	Campagne 2003/2004	Campagne 2004/2005	Campagne 2005/2006	Moyenne 2001-2005			
Burkina Faso	3.109,1	3.119,0	3.564,3	2.901,9	3.649,5	3.269	3.680,7	1%	13%
Cap Vert	19,5	8,8	12,2	10,0	3,6	11	11,8	228%	9%
Gambie	200,9	138,9	213,2	223,3	205,5	196	256,4	25%	31%
Guinée Bissau	165,1	151,4	121,4	171,4	212,6	164	225,3	6%	37%
Mali	2.582,8	2.531,9	3.409,2	2.844,9	3.398,6	2.953	3.693,3	9%	25%
Mauritanie	122,2	115,9	181,3	114,7	198,9	147	145,0	-27%	-1%
Niger	3.094,5	3.341,5	3.575,3	2.747,1	3.664,7	3.285	4.056,4	11%	23%
Sénégal	1.012,7	814,0	1.509,2	1.116,5	1.478,2	1.186	1.042,2	-29%	-12%
Tchad	1.322,1	1.212,4	1.618,1	1.212,9	1.853,4	1.444	1.991,2	7%	38%
CILSS	11.628,9	11.433,8	14.204,2	11.342,7	14.665,0	12.655	15.102,1	3%	19%

Source: CILSS/AGRHYMET/mars 2007

Annexe 4 : Production céréalière prévisionnelle révisée par habitant de la campagne 2006-2007 et comparaison avec les cinq dernières années

Pays	PRODUCTION PAR HABITANT (kg)						Production révisée 2006/2007	Ecart (%) P06/P05	Ecart (%) P06/moy.
	Campagne 2001/2002	Campagne 2002/2003	Campagne 2003/2004	Campagne 2004/2005	Campagne 2005/2006	Moyenne 2001-2005			
Burkina Faso	265	260	290	230	282	265	278	-2%	5%
Cap Vert	43	19	26	21	7	23	24	220%	1%
Gambie	142	102	152	155	135	137	160	18%	17%
Guinée Bissau	137	123	97	134	163	131	170	4%	29%
Mali	241	231	305	249	291	264	310	6%	17%
Mauritanie	46	43	65	40	68	52	48	-29%	-8%
Niger	291	306	303	226	283	282	303	7%	7%
Sénégal	101	79	143	103	136	112	93	-31%	-17%
Tchad	170	153	199	146	218	177	228	5%	29%
CILSS	206	198	237	185	232	211	233	0%	10%

Source: CILSS/AGRHYMET/Mars 2007

Annexe 5 - Zones à risque et Plans d'action

Plan d'actions programmées

Pays	Indicateur source	Décision à instruire	Actions et Responsabilités	
			États	CILSS/ autres acteurs
BURKINA FASO	-Evolution des prix (SIM, FEWS NET)- Populations vulnérables- mouvement du bétail Taux de malnutrition		Mobilisation des stocks nationaux d'intervention. (SONAGESS, CT/CNSA, CONASSUR)	
NIGER	Evolution des prix (SIM, FEWS NET)-Populations vulnérables- mouvement du bétail Taux de malnutrition	Le niveau de production place plusieurs endroits des pays en ZAR	Banque à prix modéré Cash for Work Renforcement des banques céréalières et d'aliments de bétail (zones non connues) Aménagement des marres et Travaux HIMO (haute intensité de main d'œuvre) Prise en charge des enfants malnutris	
MALI	Evolution des prix (SIM, FEWS NET)-Populations vulnérables- mouvement du bétail T	Le niveau de production place plusieurs endroits des pays en ZAR	Lutte concertée contre les oiseaux granivores entre le Mali et la Mauritanie (CILSS : coordination) Suivi des marchés transfrontaliers	
TCHAD	Evolution des prix (SIM, FEWS NET)-Populations vulnérables- mouvement du bétail		Vente au prix modéré sur le stock de sécurité Développement du maraîchage dans les régions structurellement déficitaires et dans la région sud inondée Construction de micro barrages dans les régions à déficit pluviométrique Construction de greniers communautaires dans les régions structurellement déficitaires Réfection des digues dans les zones inondées Suivi des marchés Distribution de 187 tonnes de semences dans les zones affectées : ciblage en avril des zones et actions à entreprendre	
GAMBIE	Populations vulnérables-		Actions engagées : activités génératrices de revenus : maraîchage, élevage Appui pour les intrants/ crédits Mise en place de banques céréalières Importation de céréales pour stabiliser les prix Provisions d'intrants Mobilisation des donateurs	
NIGERIA			Empêcher la construction dans les zones de drainage Formation	
BENIN			RAS : pas d'actions prévues	
TOGO			Nécessité de publier rapidement les résultats de l'étude socioéconomique (vulnérabilité et besoins alimentaires) réalisée par le PAM afin d'identifier les zones à risques et les populations vulnérables et les actions à mener	

CAP-VERT				
Période	Indicateur source	Décision à instruire	Actions et responsabilités	
			Etats	Partenaires
avril-octobre	<ul style="list-style-type: none"> - Production prévisionnelle fournie par le gouvernement, CILSS et Agrhymet - Situation structurelle du pays 	<ul style="list-style-type: none"> - Continuation du programme d'urgence ; - Ouverture des postes de travail par le gouvernement ; - Distribution de semences ; - Acquisition des intrants - Acquisition des pesticides ; - Acquisition de matériels et outils agricoles ; - Suivi de la population la plus touchée 	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement des dispositifs d'information pour la prévention des crises; - Mobilisation des acteurs et des partenaires ; - Mobilisation des ONG présentes ; - Mobilisation des associations des agriculteurs et des communautés ; - Prévention des catastrophes naturelles 	<ul style="list-style-type: none"> - CILSS -PAM - FAO - Union Européenne -FEWS NET - Banque Mondiale - Coopération bilatérale
MAURITANIE				
Période	Indicateur source	Décision à instruire	Actions et responsabilités	
			Etats	Partenaires
avril-octobre	<ul style="list-style-type: none"> - Production prévisionnelle fournie par le CILSS - Populations vulnérables - Situation structurelle du pays (production qui couvre à peine 30% des besoins) 	Production insuffisante pour les besoins de la population	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à l'élevage (apport en aliments de bétail, hydraulique villageoise, intrants) - Appui à l'agriculture (semences améliorées, autres intrants, réhabilitation des infrastructures, matériel horticole et de protection) -Former les paysans aux techniques de lutte contre les ennemis des cultures - Aides alimentaires (distribution gratuite, banques de céréales, VCT, programmes de nutrition) - Suivi des ZAR, des marchés, de la campagne 	<ul style="list-style-type: none"> - CILSS - PAM - FAO - Union Européenne - FEWSNET - Banque Mondiale - Coopération bilatérale
GUINEE BISSAU				
Période	Indicateur source	Décision à instruire	Actions et responsabilités	
			Etats	Partenaires
mai à septembre	<ul style="list-style-type: none"> - Production prévisionnelle fournie par la DSA/CILSS/FAO - Evolution des prix par la SIM - Populations vulnérables par la SAP - Commercialisation de la noix de cajou par SIM et le Ministère du commerce 	<ul style="list-style-type: none"> - Le niveau de production place le pays en zone à risque : - Vérification de l'opérationnalité des dispositifs nationaux - Préparation des cadres de concertation entre acteurs - Choix et préparation des mesures d'atténuation 	<ul style="list-style-type: none"> - Rendre opérationnels les dispositifs d'information et vérification des outils de prévention - Mise en œuvre des stratégies d'interventions, le plan d'organisation des secours - Concertation entre acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - PAM : Food For Work (récupération des rizières, diversification des cultures et récupération des pistes ruraux), - FAO : distribution de semences et matériels de pêche

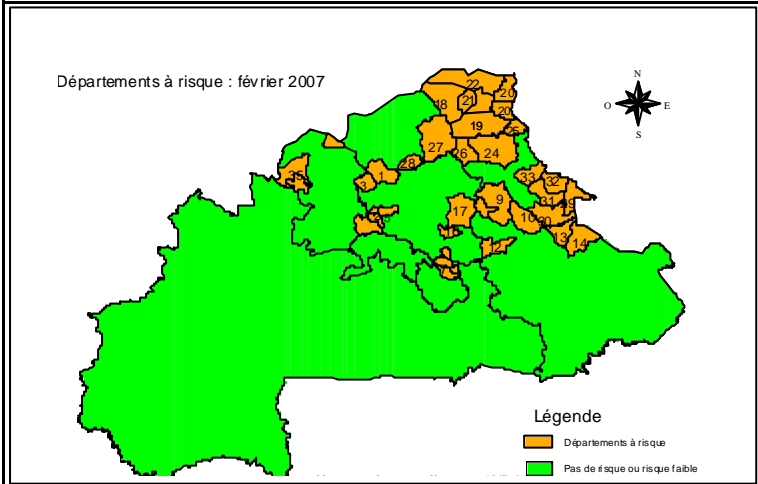
GUINEE				
Période	Indicateur source	Décision à instruire	Actions et responsabilités	
			Etats	Partenaires
	Identification rapide des besoins humanitaires Amélioration de la production agricole et des OPA Détermination des populations vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> - Détermination des groupes vulnérables ou à risque - Proposition de stratégie d'intervention commune - Appui à l'acquisition et à la distribution des semences et du petit outillage agricole - Acquisition des engrais et des produits phytosanitaires - Appui du comité national, préfectoral et sous préfectoral de crises dans la collecte, le traitement et la diffusion des informations sur les catastrophes 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui et renforcement des capacités du Comité National de crises et de son démantèlement pour la prévention des crises ; - Implication de tous les acteurs du secteur public et privé et les ONG intéressés par les questions de sécurité alimentaire à la collecte des données alimentaires. - Prise de mesures vigoureuses dans la prévention des catastrophes naturelles (inondations, incendies, sécheresse etc.) 	OMS, UNICEF, HCR, FAO, OCHA, USAID, PAM, ONG, OPA
SENEGAL				
Période	Indicateur source	Décision à instruire	Actions et responsabilités	
			Etats	Partenaires
AVRIL	résultat définitif de la campagne : <ul style="list-style-type: none"> - céréales en baisse de 31% - l'arachide en baisse de 35% - tendance à la hausse pour l'évolution des prix 	<ul style="list-style-type: none"> - Rencontre multi-acteurs - Préparation de mesures d'atténuation 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui en semences et petits matériels pour les cultures maraichères et secondaires - Achat de vivres de soudures 	- Appui FAO/ CILSS, et autres partenaires
MAI	<ul style="list-style-type: none"> - Population : 51 CR touchées estimée à 1 059 000 personnes - Besoin en aide alimentaire : 25 416 tonnes de riz 	<ul style="list-style-type: none"> - Rendre plus opérationnel le SAP en intégrant dans le dispositif national un outil de cartographie (SIG) en vue de mieux affiner le ciblage des populations vulnérables - Rendre plus performant les systèmes d'identification des zones à risques - Evaluation des besoins d'assistance 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des intrants (semences, engrais et produits phytosanitaire) pour la prochaine campagne dans les meilleurs délais - Mise en place une commission de distribution de vivres de soudure - Anticiper sur les éventuels aléas climatiques en prenant en compte les prévisions saisonnières 	- Appui CILSS pour l'identification des zones et populations vulnérables

Caractéristiques des Zones à risque identifiées

Caractéristiques	Burkina Faso	Niger	Mali	Tchad	Gambie	Nigeria	Togo	Bénin
Démographie	13253884	13 402 736	11933000	8716376	1603099	41,3 millions	5561791	7833744
Production brute (céréales) Tonnes	3680674	4 056 341	3693240	1991122	256418 Tonnes métriques	28871000 tonnes métriques	888984	1093852
Excédent/Déficit brut (Tonnes)	651072	334 383	335110	267640	- 75683			15829
Zones à risque : (Départements/Communes/Village et Population vulnérable)	12 provinces 34 départements 504 villages 302661 personnes	Zones à risque : 132 répartis dans 36 Départements et communes regroupant 2556 villages pour une population estimée à 1 100 000 habitants dont 401 303 touchés très sévèrement	10 communes dont 6 dans le nord de Kayes, 3 dans Mopti et 1 de Tombouctou 141127 personnes Pas de besoin alimentaires d'urgence	9 Départements structurellement déficitaires : 32000 ménages zones inondées : 79000 personnes refugiés : 127000 personnes	4 Régions 9 districts 620 villages 204500 personnes	17 Etats avec 23 types de problèmes 335 maisons détrites dans un Etat > 84019 personnes déplacées (préciser que tous les Etats n'ont pas donné des informations sur la vulnérabilité)	Pas de situation particulière Ca s des réfugiés de retour Zones structurellement déficitaires : régions des savanes et EST régions de Kara et Maritime	33 communes à risques alimentaires (déficits structurels)
Besoins céréaliers populations vulnérables (norme officielle : ...kg/pers/an)	7385 tonnes (juillet et aout)	63 525 T pour 3 mois si on considère toute la population identifiée comme vulnérable 23 175 T pour 3 mois si on considère la population extrêmement vulnérable	RAS	7817 tonnes pour 3 mois Juin-juillet -aout	3 mois de soutien 8946 tonnes métriques			RAS : pas de plainte

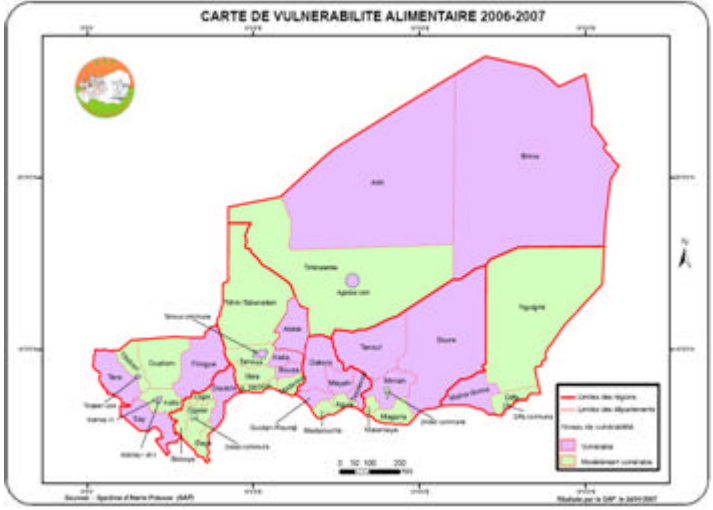
<p>Actions d'atténuation en cours</p>	<p>RAS</p>	<p>Travaux à haute intensité de main d'œuvre en cash for work, Programme de cultures de contre saison, Récupération des terres dans la commune rurale de Dankassari (PS/PR), Distribution ciblée des vivres aux enfants malnutris dans le département de Loga. Vente des céréales à prix étudiés, Approvisionnements BC, BAB, BI, CES/DRS (programme spécial), Prise en charge des enfants malnutris, Récupération des terres HIMO , Création des BC et BAB, création BC et BAB, reconstitution cheptel, Aménagement des terres irrigables, Appui en cultures irriguées, Renouvellement des stocks des BC, Mise en valeur sites CES/DRS, Construction de 2 barrages</p>	<p>Pas d'action spécifique en cours</p>	<p>8 milliards mobilisés pour appuyer les populations ya des victimes d'inondations et les réfugiés Distribution d'intrants agricoles pour les personnes déplacées (FAO) Réhabilitation du SAP Recensement général de l'agriculture Suivi régulier des déplacés</p>	<p>Non listées</p>	<p>Appui en nature dans les zones inondées : matériel de construction, semences, vivres, mises en place de fermes, etc. Dépenses du gouvernement : 272 508 500 Nairas</p>		<p>Constitution d'un stock tampon de 500 tonnes à Cotonou 150 tonnes de stock de sécurité Appui des cantines scolaires (Pam) 1406 tonnes pour les opérations d'urgence mis en place /PAM</p>
--	------------	---	---	---	--------------------	---	--	--

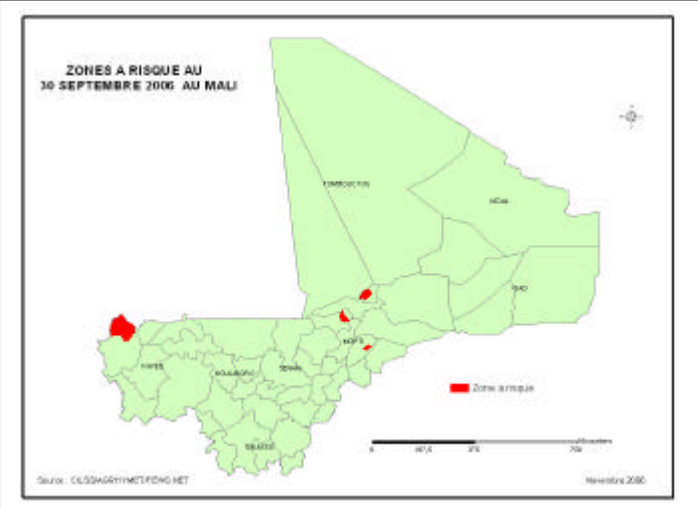
Outils d'intervention /autres besoins	Rendre disponible les produits au prix du marché aux mois d'avril mai pour la reconstitution des stocks locaux avant la saison des pluies (zone enclavée) Distribution des sous-produits/aliments de bétail pour les animaux	Vent à Prix modéré, Aménagement de mares, traitement de koris, Aménagement de pistes rurales, Distribution de semences,	Orientation vers des activités génératrices de revenus	Distributions gratuites de vivres	VP, Distribution de semences, matériel agricole,			
Bénéficiaires (population concernée)	Populations les plus pauvres des villages	1 100 000 personnes dont 401 303 très sévèrement touchées	RAS		204500	> 84019 personnes déplacées		
Rôle des Acteurs associés	OCHA : poursuite des activités de coordination et d'animation du groupe d'experts/ équipe d'intervention rapide PAM : suivi des aides alimentaires, activités en cours (enquêtes nutritionnelles, etc.) Acteurs membres du groupe de concertation : ONGs	Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires, CILSS, FEWS NET, PADL, Consortium d'ONG américaines, ONG nationales et Internationales	Ras CILSS : coordination de la lutte contre les oiseaux granivores entre le mali et la Mauritanie	CILSS, PAM, FAO, USAID,	PAM, CRS, FICR : appui aux réfugiés casamançais CILSS, PAM, FAO, Japon, CONCERN UNIVERSAL, Action aid (niveau d'implication non déterminé)	OCHA : intervention prévue dans les zones avec explosion de pipeline (formation de groupes pour les réponses) CILSS, PAM, FAO, USAID,		

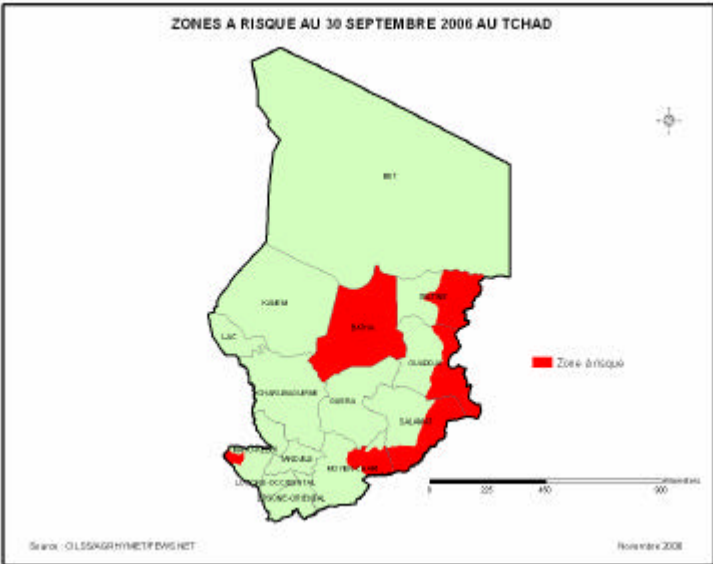
Carte ZAR : BURKINA FASO	Démographie		
<p>Départements à risque : février 2007</p>  <p>Légende</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Départements à risque ■ Pas de risque ou risque faible 	Production brute (céréales) TONNES	13253884	
	Excédent/Déficit brut TONNES	3680674	
	Zones à risque : (Départements/Communes/Village et Population vulnérable)	12 PROVINCES 34 Départements 504 villages 302661 personnes	
	Besoins céréaliers populations vulnérables (norme officielle : .190..kg/pers/an)	7385 tonnes (juillet et aout)	
	Actions d'atténuation en cours	RAS	
	Outils d'intervention/autres besoins	Rendre disponible les produits au prix du marché aux mois d'avril mai pour la reconstitution des stocks locaux avant la saison des pluies (zone enclavée) Distribution des sous-produits/aliments de bétail pour les animaux	
	Bénéficiaires (population concernée)	Populations les plus pauvres des villages	
Rôle des Acteurs associés	OCHA : poursuite des activités de coordination et d'animation du groupe d'experts/ équipe d'intervention rapide PAM : suivi des aides alimentaires, activités en cours (enquêtes nutritionnelles, etc.) Acteurs membres du groupe de concertation : ONGs		

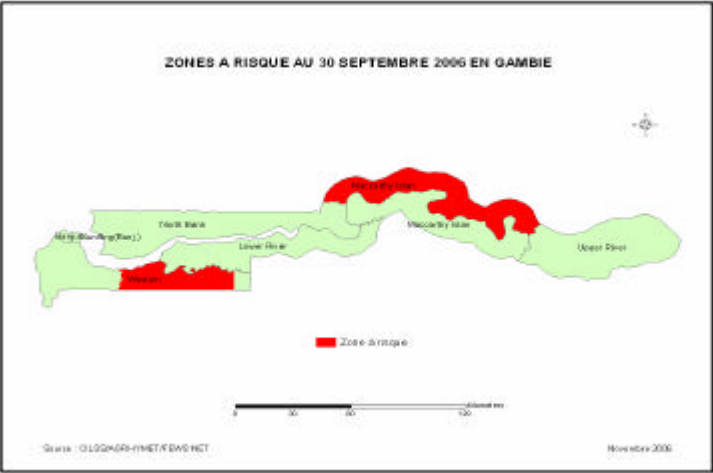
Facteurs de risque :

- sécheresse
- inondations
- endommagement d'infrastructures de production
- déficit hydrologique au niveau de certains barrages

Carte ZAR : NIGER	Démographie	13 402 736	
 <p>Facteurs de risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La pluviométrie (re-semis suite à l'avortement des semis précoces, plusieurs épisodes de sécheresse dans de nombreuses localités, insuffisance pluviométrique suite à un arrêt précoce des pluies, lessivage des sols, etc) ; - Les ennemis des cultures (sauteriaux, insectes floricoles, cicadelles sur sorgho de vallée, oiseaux granivores, etc) ; - L'état des marchés (non disponibilité et hausse des prix des produits); - Les mauvaises capacités d'ajustement ; - La situation sanitaire et nutritionnelle. 	Production brute (céréales)	4 056 341	
	Excédent/Déficit brut	334 383	
	Zones à risque : (Départements/Communes/Village et Population vulnérable)	Zones à risque : 132 répartis dans 36 Départements et communes regroupant 2556 villages pour une population estimée à 1 100 000 habitants dont 401 303 touchés très sévèrement	
	Besoins céréaliers populations vulnérables (norme officielle : 231kg/pers/an)	63 525 T pour 3 mois si on considère toute la population identifiée comme vulnérable 23 175 T pour 3 mois si on considère la population extrêmement vulnérable	
	Actions d'atténuation en cours	Travaux à haute intensité de main d'œuvre en cash for work, Programme de cultures de contre saison, Récupération des terres dans la commune rurale de Dankassari (PS/PR), Distribution ciblée des vivres aux enfants malnutris dans le département de Loga. Vente des céréales à prix étudiés, Approvisionnements BC, BAB, BI, CES/DRS (programme spécial), Prise en charge des enfants malnutris, Récupération des terres HIMO , Création des BC et BAB, création BC et BAB, reconstitution cheptel, Aménagement des terres irrigables, Appui en cultures irriguées, Renouvellement des stocks des BC, Mise en valeur sites CES/DRS, Construction de 2 barrages	
	Outils d'intervention/autres besoins	Vent à Prix modéré, Aménagement de mares, traitement de koris, Aménagement de pistes rurales, Distribution de semences,	
	Bénéficiaires (population concernée)	1 100 000 personnes dont 401 303 très sévèrement touchées	
	Rôle des Acteurs associés	Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires, CILSS, FEWS NET, PADL, Consortium d'ONG américaines, ONG nationales et Internationales	

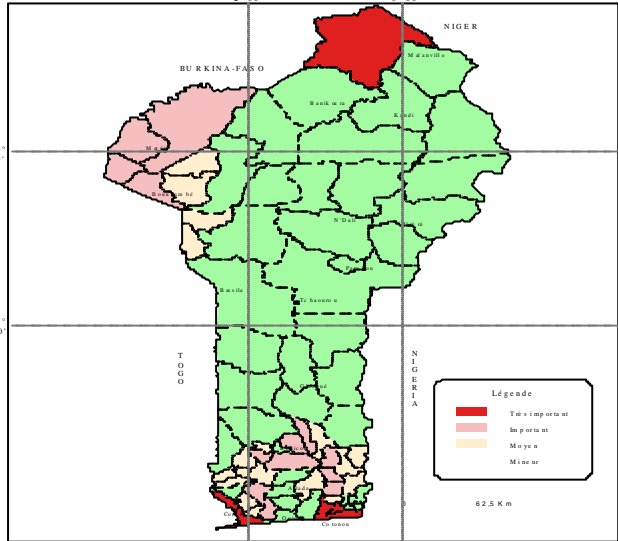
Carte ZAR : MALI	Démographie	11933000
	Production brute (céréales)	3693240
	Excédent/Déficit brut	335110
	Zones à risque : (Départements/Communes/Village et Population vulnérable)	10 communes dont 6 dans le nord de Kayes, 3 dans Mopti et 1 de Tombouctou 141127 personnes Pas de besoin alimentaires d'urgence
	Besoins céréaliers populations vulnérables (norme officielle : 214.....kg/pers/an)	RAS
	Actions d'atténuation en cours	Pas d'action spécifique en cours
	Outils d'intervention/autres besoins	Orientation vers des activités génératrices de revenus
	Bénéficiaires (population concernée)	RAS
Facteurs de risque : <ul style="list-style-type: none"> - sécheresse - oiseaux granivores : pb avec la bande frontalière avec la Mauritanie 	Rôle des Acteurs associés	Ras CILSS : coordination de la lutte contre les oiseaux granivores entre le mali et la Mauritanie

Carte ZAR : TCHAD	Démographie	8716376
	Production brute (céréales)	1991122
	Excédent/Déficit brut	267640
	Zones à risque : (Départements/Communes/Village et Population vulnérable)	9 Départements structurellement déficitaires : 32000 ménages zones inondées : 79000 personnes refugiés : 127000 personnes
	Besoins céréaliers populations vulnérables (norme officielle : 159...kg/pers/an)	7817 tonnes pour 3 mois Juin-juillet -aout
	Actions d'atténuation en cours	8 milliards mobilisés pour appuyer les populations ya des victimes d'inondations et les réfugiés Distribution d'intrants agricoles pour les personnes déplacées (FAO) Réhabilitation du SAP Recensement général de l'agriculture Suivi régulier des déplacés
Facteurs de risque : <ul style="list-style-type: none"> - insécurité pour cause de conflits - inondations (zone sud soudanienne) - déficit pluviométrique (structurellement déficitaire) - oiseaux granivores 	Outils d'intervention/autres besoins	Distributions gratuites de vivres
	Bénéficiaires (population concernée)	
	Rôle des Acteurs associés	CILSS, PAM, FAO, USAID,

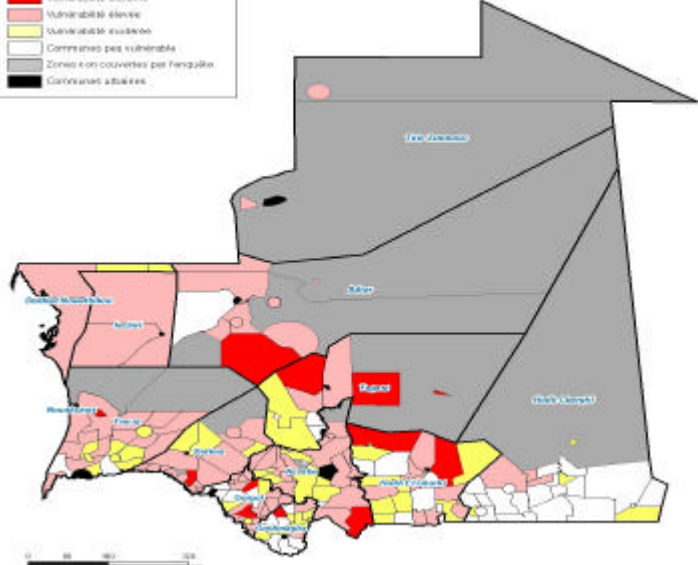
Carte ZAR : GAMBIE	Démographie	1603099
	Production brute (céréales)	256418 Tonnes métriques
	Excédent/Déficit brut	- 75683
	Zones à risque : (Départements/Communes/Village et Population vulnérable)	4 Régions 9 districts 620 villages 204500 personnes
	Besoins céréaliers populations vulnérables (norme officielle : 175.....kg/pers/an)	3 mois de soutien 8946 tonnes métriques
	Actions d'atténuation en cours	Non listées
	Outils d'intervention/autres besoins	VP, Distribution de semences, matériel agricole,
	Bénéficiaires (population concernée)	204500
Facteurs de risque : <ul style="list-style-type: none"> - excès de pluviométrie, sécheresse, mauvaise répartition des pluies - baisse des productions 	Rôle des Acteurs associés	PAM, CRS, FICR : appui aux réfugiés casamançais CILSS, PAM, FAO, Japon, CONCERN UNIVERSAL, Action aid (niveau d'implication non déterminé)

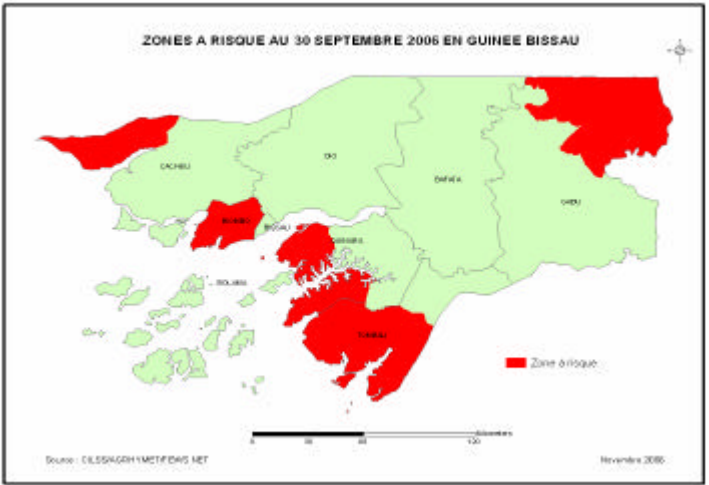
Carte ZAR : NIGERIA	Démographie	41,3 millions
Facteurs de risque : - inondation	Production brute (céréales)	28871000 tonnes métriques
	Excédent/Déficit brut	
	Zones à risque : (Départements/Communes/Village et Population vulnérable)	17 Etats avec 23 types de problèmes 335 maisons détrites dans un Etat > 84019 personnes déplacées (préciser que tous les Etats n'ont pas donné des informations sur la vulnérabilité)
	Besoins céréaliers populations vulnérables (norme officielle :kg/pers/an)	
	Actions d'atténuation en cours	Appui en nature dans les zones inondées : matériel de construction, semences, vivres, mises en place de fermes, etc. Dépenses du gouvernement : 272 508 500 Nairas
	Outils d'intervention/autres besoins	
	Bénéficiaires (population concernée)	> 84019 personnes déplacées
	Rôle des Acteurs associés	OCHA : intervention prévue dans les zones avec explosion de pipeline (formation de groupes pour les réponses) CILSS, PAM, FAO, USAID,

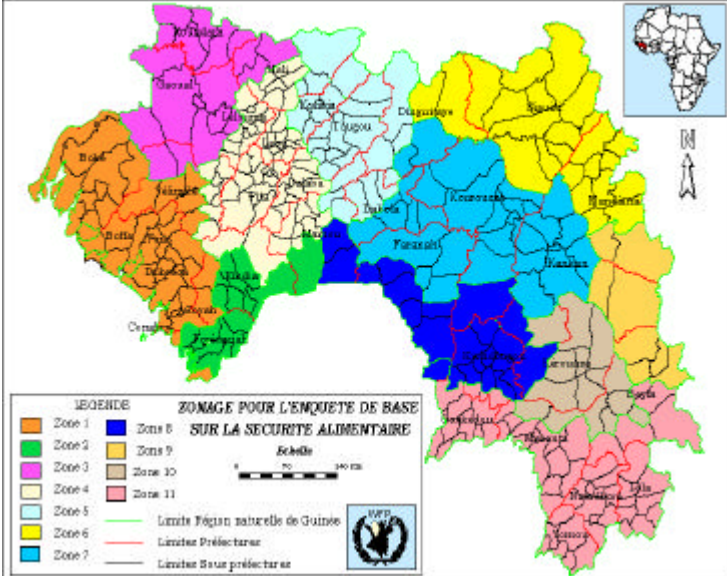
Carte ZAR : TOGO	Démographie	5561791
Facteurs de risque :	Production brute (céréales)	888984 TONNES
	Excédent/Déficit brut	
	Zones à risque : (Départements/Communes/Village et Population vulnérable)	PAS DE SITUATION PARTICULIERE Ca s des réfugiés de retour Zones structurellement déficitaires : régions des savanes et EST régions de Kara et Maritime
	Besoins céréaliers populations vulnérables (norme officielle :kg/pers/an)	
	Actions d'atténuation en cours	
	Outils d'intervention/autres besoins	
	Bénéficiaires (population concernée)	
	Rôle des Acteurs associés	

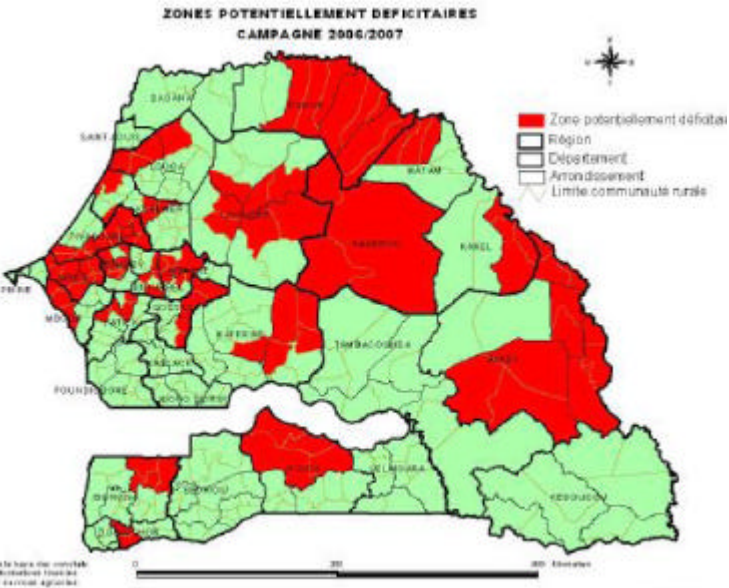
Carte ZAR : BENIN		Démographie	7833744
 <p>Facteurs de risque (structurels) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - enclavement - productivité faible - taux de couverture des besoins faible - inondations - problème de conservation des produits vivriers - contraintes foncières 		Production brute (céréales)	1093852
		Excédent/Déficit brut	15829
		Zones à risque : (Départements/Communes/Village et Population vulnérable)	33 communes à risques alimentaires (déficits structurels)
		Besoins céréaliers populations vulnérables (norme officielle : .195.....kg/pers/an)	RAS : pas de plainte
		Actions d'atténuation en cours	Constitution d'un stock tampon de 500 tonnes à Cotonou 150 tonnes de stock de sécurité Appui des cantines scolaires (Pam) 1406 tonnes pour les opérations d'urgence mis en place /PAM
		Outils d'intervention/autres besoins	
		Bénéficiaires (population concernée)	
Rôle des Acteurs associés			

Carte ZAR : CAP-VERT	Démographie	501 000
	Production brute (céréales)	11 811 tonnes (maïs)
	Excédent/Déficit brut	- 84 000 tonnes
	Zones à risque : (Départements/Communes/Village et Population vulnérable)	14 municipalités (212 zones réparties sur 7 îles à vocation agricole) pour 92 305 personnes
	Besoins céréaliers populations vulnérables (norme officielle : 206 kg/pers/an)	111 tonnes
Facteurs de risque : Mauvaise campagne agricole	Actions d'atténuation en cours	Programme d'urgence élaboré par le Gouv.
	Outils d'intervention/autres besoins	Travail public
	Bénéficiaires (population concernée)	Populations vulnérables
	Rôle des Acteurs associés	

Carte ZAR : MAURITANIE	Démographie	3 010 589
<div data-bbox="145 231 380 375"> <p>Legende</p> <p>Vulnérabilité alimentaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Vulnérabilité extrême ■ Vulnérabilité élevée ■ Vulnérabilité moyenne ■ Communes peu vulnérables ■ Zones non couvertes par l'enquête ■ Communes attaquées </div> 	Production brute (céréales)	144 951
	Excédent/Déficit brut	- 427 208
	Zones à risque : (Départements/Communes/Village et Population vulnérable)	148 communes pour 767 912 personnes
	Facteurs de risque : - sécheresse	Besoins céréaliers populations vulnérables (norme officielle : 176 kg/pers/an)
	Actions d'atténuation en cours	IPSR du PAM ; Appui aux producteurs
	Outils d'intervention/autres besoins	VCT ; SAVS ;
	Bénéficiaires (population concernée)	Populations
	Rôle des Acteurs associés	

Carte ZAR : GUINEE BISSAU	Démographie	1 329 226
	Production brute (céréales)	225 259
	Excédent/Déficit brut	-77 333
	Zones à risque : Régions de Tombali, Quinara, Cacheu, Biombo et Gabu (Départements/Communes/Village et Population vulnérable)	11 secteurs
	Besoins céréaliers populations vulnérables (norme officielle : kg/pers/an)	
	Actions d'atténuation en cours	FAO : 440 T de semences en riz Stock de 59,4T ADRA : appui en lait aux personnes vulnérables LVIA : production de données sur la sécurité alimentaire
	Outils d'intervention/autres besoins	Food For Work (récupération des rizières, diversification des cultures et récupération de pistes rurales), distribution de semences et matériels de pêche
Facteurs de risque :	Bénéficiaires (population concernée)	Population totale des régions citées ci-dessus
	Rôle des Acteurs associés	PAM : FFW FAO : distribution de semences, matériels de pêches et matériels agricoles

Carte ZAR : GUINEE	Démographie	9. 869.319
	Production brute (céréales)	2.117.858 tonnes
	Excédent/Déficit brut	-350 000 tonnes
	Zones à risque : (Départements/Communes/Village et Population vulnérable)	En cours d'identification
	Facteurs de risque :	Besoins céréaliers populations vulnérables (norme officielle : 206kg/pers/an)
	Actions d'atténuation en cours	
	Outils d'intervention/autres besoins	
	Bénéficiaires (population concernée)	
	Rôle des Acteurs associés	

Carte ZAR : SENEGAL	Démographie	11 165 182
 <p>ZONES POTENTIELLEMENT DEFICITAIRES CAMPAGNE 2006/2007</p> <p> ■ Zone potentiellement déficitaire Région Département Arrondissement Limite communauté rurale </p> <p>Facteurs de risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Baisse de la production • Faiblesse et absence de ressources non agricoles (transferts de revenus et AGR) 	Production brute (céréales)	1 042 150 T
	Excédent/Déficit brut	252 780 T
	Zones à risque : (Départements/Communes/Village et Population vulnérable)	16 départements 26 arrondissements 51 Communautés rurales
	Besoins céréaliers populations vulnérables (norme officielle : 185 kg/pers/an)	25 416 T à raison 400 g/ pers/jour pendant deux mois (juillet-août)
	Actions d'atténuation en cours	Sensibilisation des acteurs
	Outils d'intervention/autres besoins	Distributions de semences, matériels agricoles
	Bénéficiaires (population concernée)	1 059 006
Rôle des Acteurs associés	CILSS / FAO/PAM/ USAID	

Annexe 6 – Liste des participants

NOM ET PRENOMS		FONCTIONS	ADRESSES (BP, TEL, FAX, EMAIL)
BENIN			
1	AJAVON Ayi Yves Césaire	Chef Service Statistique	DPP/MAEP - Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche 03 BP. 2900 – Cotonou Tél. (+229) 95 05 18 96/21 30 25 37 Fax (+229) 21 30 02 83 Email : ajavonyves@yahoo.fr
2	GOUNOU Evariste	Chef Système d'Information et d'Alerte Rapide	Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire ONASA/MAEP Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche 01 BP. 5120 – Cotonou Tél. (+229) 97 08 11 92 Fax (+229) 21 33 02 93 Email : evaducke@yahoo.fr
BURKINA FASO			
3	ZERBO Michel	Directeur du Système d'Alerte Précoce	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques 06 BP. 7010 - Ouagadougou 06 Tél. (226) 50 32 45 79 Fax : (226) 50 30 54 86 Email : michel_zerbo@yahoo.fr
4	LOADA Sibiri Martin	Ingénieur Agronome	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques 06 BP. 7010 - Ouagadougou 06 Tél. (226) 50 32 45 79 Fax : (226) 50 30 54 86 Email : mloada@yahoo.fr
CAP VERT			
5	FREIRE Ana Raquel	Technicienne de la Sécurité Alimentaire	DSSA-MAA/Ministère de l'Environnement et de l'Agriculture BP. 50 – Praia Tél. (+238) 264 78 49 Fax (+238) 264 78 49 Email : dssamaap@civtelecom.cv anarakelfreire6@hotmail.com
6	LEDO DE PINO Luis Rodrigues	Responsable Programme Pâturage	Ministère de l'Environnement et de l'Agriculture/DGASP Achada S. Filipe – Praia Tél. (+238) 264 75 39/40/41 Fax (+238) 264 75 43 Email : dgasp@civtelecom.cv / neic@civtelecom.cv
7	LOPES SEMEDO Maria Rosa	Technicienne du Service de la Sécurité Alimentaire	DGPOG/Ministère de l'Environnement et de l'Agriculture /DSSA CP 115 – Praia

			Tél. (+238) 264 78 49 Fax (+238) 264 78 49 Email : dssamaap@cvtelecom.cv/ rosacaboverde@yahoo.com.br
--	--	--	---

GAMBIE			
8	CHAM Ebrima	Statistician/Planner	Department of Planning, Dept of State for Agriculture N° 5 Marina Parade - Banjul Tél. (220) 422 70 56 Tél. (220) 771 68 25 / 990 75 83 Mob. Email : mansakonko2000@yahoo.co.uk
9	KUYATEH Kekoi	Director	Department of Planning – Agriculture N° 5 Marina Parade - Banjul Tél. (+220) 422 87 51/ 994 46 63 Email : kuyatehkekoi@yahoo.com
GUINEE-BISSAU			
10	LOPES Ildo Afonso	Directeur des Statistiques Agricoles	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL BP. 71 – BISSAU Tél. (+245) 720 08 30/22 12 00 Email : ildoafonsolopes@yahoo.fr
11	CAMARA Mamadou Serra	Chef de Service des Enquêtes	Division Statistique Agricole Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural BP. 71 - BISSAU Tél. (+245) 723 09 71/668 69 40 Email : mamaduserra@yahoo.com.br
GUINEE CONAKRY			
12	BAYO Lansana	Chef Cellule Sécurité Alimentaire	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts BP 576 - Conakry Tél. (224) 64 21 56 92 Email : mahanbayo@yahoo.fr / lansanabayo@hotmail.com
MALI			
13	BA Bocar dit Siré	Chef Division Statistique et Documentation	Cellule de Planification et de Statistique Ministère de l'Agriculture BP. 1460 – Bamako Tél. (+223) 223 04 25/673 02 58 Fax : (+223) 223 04 25 Email : bocarsire@yahoo.fr
14	COULIBALY Mamy	Gestionnaire	Système d'Alerte Précoce (SAP) BP. 2660 – Bamako Tél. (+223) 221 27 28 Portable (+223) 646 38 49 Email : mpaara@yahoo.fr
MAURITANIE			
15	DIEW El Houssein	Chef de Service Statistiques et Système d'Information	DPCSE/MDR BP. 4237 – Nouakchott Tél. (+222) 643 32 66 Email : elhoussein_diew@yahoo.fr
16	OULD MED LEMINE	Chef Service SAP	Observatoire de la Sécurité Alimentaire

	OULD BEDIEU Ahmed		Avenue Nasser, Immeuble Nasr BP. 377 – Nouakchott Tél. (+222) 525 14 58/650 92 01 Fax (222) 525 95 65 Email : lemine100@yahoo.fr
--	-------------------	--	--

NIGER			
17	OUSSEINI née GNANDOU Mariama	Chef Unité Suivi	Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce BP. 893 – Niamey Tél. (+227) 20 72 32 75/20 72 39 53 Fax (+227) 20 72 27 69 Email : ousseinimariama@yahoo.fr
18	IBRAHIMA Harouna	Directeur de la Statistique	Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce Ministère du Développement Agricole BP. 12091 – Niamey Tél. (+227) 20 37 27 75/ 96 88 11 26 Fax (+227) 20 73 20 08 / 20 72 56 90 Email : ibrahrou@yahoo.fr
19	AMADOU Oumarou	Chargé Suivi Alimentaire et Nutritionnel	Cellule de Coordination Système d'Alerte Précoce BP. 893 – Niamey Tél. (+227) 20 72 32 75/96 87 92 73 Email : oumardou@yahoo.fr
NIGERIA			
20	ASUGHA Annette NKechi	Head Monitoring and Evaluation	Federal Ministry of Agriculture and Water Resources PRSD, FMA & WR PMB 135 Garki - Abuja Tél. (+234) 805 546 55 34 Email : annette_asugha@yahoo.com
SENEGAL			
21	WANE Mamadou	Chef Division Statistiques, Documentation et Informations Agricoles	Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques 137, Sacré Cœur 3 Pyrotechnie BP. 4005 – Dakar Tél. (+221) 864 64 68/659 05 64 Fax (+221) 864 64 71 Email : dapsmabsa@sento00.sn / mamwane@yahoo.com
22	NIANG Moussa	Chef de la Cellule Etudes et Information	Commissariat à la Sécurité Alimentaire Rue Parchappe x Salva BP. 170 – Dakar Tél. (+221) 822 59 29/822 26 08/546 50 53 Fax (+221) 822 56 14 Email : moussniang@yahoo.fr
23	KEITA Abdou Karim	Responsable du Système d'Alerte Précoce (SAP)	SE/CNSA 34, Avenue Lamine Gueye x Autoroute Prolongée Dakar Tél. (+221) 823 11 81 Fax (+221) 823 11 81 Email : sap.senegal@gmail.com /

			secnsa@sentoo.sn
24	DIOP Abdoulaye	Assistant du SP/CONACILSS	Rue Parchappe x Huart BP. 21616 – Dakar Tél. (+221) 821 24 61 Fax (+221) 821 60 30 Email : conacils@sentoo.sn

TCHAD			
25	MOUGABE Lotard	Chef de Division Statistique Agricole	Ministère de l'Agriculture BP. 441 – N'Djaména Tél. (+235) 52 39 54/26 05 23 Fax (+235) 51 51 19 Email : lotard_mouga@yahoo.fr
26	DOCTEUR Paul	Chef Division Sécurité Alimentaire Coordonnateur Cellule SAP	Ministère de l'Agriculture BP. 441 – N'Djaména Tél. (+235) Bur. 51 60 70/Port. 642 72 70 Fax (+235) 51 51 19 Email : pohl55@yahoo.fr
TOGO			
27	KOUGBENYA Lebene	Directeur des Statistiques Agricoles	Direction des Statistiques Agricoles BP. 81091 – Lomé Tél. (+228) 221 60 13 Fax : (+228) 221 86 24 Email : lebenelebene@yahoo.fr
PARTENAIRES			
AFRICA 2010/USAID			
28	DIENE Serigne MBaye	Conseiller en Nutrition	Academyfor Educational Development (AED) 1825 Connecticut AVE NW – Washington 20009 Tél. (+202) 884 84 44 Email : sdiene@aed.org
CRS			
29	Dr. SEDGO Joseph	Conseiller Technique Régional/West Africa	Catholic Relief Services (CRS)/West Africa Region 01 BP. 469 – Ouagadougou 01, Burkina Faso Tél. (+226) 78 80 37 47/50 34 34 70 Email : jsedgo@crsbf.org
COOPERATION FRANÇAISE			
30	DELSOL Hervé	Conseiller Technique	BP. 510 – Ouagadougou, Burkina Faso Tél. (+226) 50 49 99 55 Email : h.delsol@laposte.net
CSAO			
31	HITIMINA Léonidas	Agro-Economiste OCDE/Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest	2, Rue André Pascal - 75016 Paris, France Tél. (+33) 14524 1798 Email : leonidas.hitimana@oecd.org
FAO			
32	GIOVANNONI Marco	Conseiller Sécurité Alimentaire	c/o FAO Tél. (+221) 450 29 64 Email : marco.giovannoni@fao.org
33	CALCAGNINI Giulia	Assistante Cellule Suivi Sécurité Alimentaire	15, rue Calmette BP. 3300 – Dakar, Sénégal Tél. (+221) 889 16 66 Email : Giulia.Calcagnini@fao.org
34	KASONGO BANGA	Suivi Sécurité Alimentaire	Ouagadougou – Burkina Faso

	Jérôme	FAO/TCEO/CILSS	Tél. (+226) 78 86 74 01/ (221) 596 02 94 Email : kasongo_banga@yahoo.fr
35	RAE Isabella	Juriste/Legal Officer/Division de l'économie du développement agricole/Département du Développement Economique et social	Via delle Terme Di Caracalla – Rome, Italie Tél. (+39) 06 570 56 523 Email : Isabella.Rao@fao.org

FEWS NET/USAID			
36	SOUMARE Papa Boubacar	Représentant National	Route de NGor BP. 29955 – Daka, Sénégal Tél. (+221) 820 18 60/820 18 64 Fax (+221) 820 18 65 Email : psoumare@fews.net
37	SOW Salif	Représentant Régional	03 BP. 7049 – Ouagadougou 03, Burkina Faso Tél. (+221) 50 37 47 06 Email : ssow@fews.net
FICR			
38	CISSE Aïta SARR	Assistante Programmes Sécurité Alimentaire FICR/Délégation Régionale	SOTRAC Mermoz N° 1 – Dakar, Sénégal Tél. (+221) 869 36 40 Fax (+221) 860 20 02 Email : aita.sarr@ifrc.org
IRD			
39	KAMELI Yves	Ingénieur	911, Av. Agropolis – UR106 34090 Montpellier Tél. (+33) 4 6741 6223 Email : kameli@mpl.ird.fr
ROPPA			
40	NDAO Babacar	Appui Technique Réseau des Opérateurs Economiques de l'Afrique de l'Ouest /Représentation du Sénégal	BP. 270 A FONGS – Thiès, Sénégal Tél. (+221) 939 58 58/618 67 68 Fax (+221) 951 20 39 Email : nadao_babacar@yahoo.fr/ fongs@orange.sn
OMM			
41	NDIAYE Alioune	Directeur Régional pour l'Afrique Organisation Météorologique Mondiale	7 bis, Av. de la Paix – Genève 1202, Suisse Tél. (+41) 79 339 04 25 Email : ANdiaye@wmo.int
OOAS			
42	THIAM Ismaïla	Nutrition & Child Survival Officer OOAS/WAHO	Bobo-Dioulasso, Burkina Faso Tél: (+226) 20 97 57 75/76 53 37 41 Fax (+226) 20 97 57 72 Email : ithiam@wahooas.org
UEMOA			
43	MAIGA Mouslim Abdoulaye	Directeur Agriculture-Sécurité Alimentaire	BP. 543 – Ouagadougou, Burkina Faso Tél. (+226) 50 32 88 14 Fax (+226) 50 31 88 72 Email : mmaiga@uemoa.int
UN/OCHA			
44	GASSAMA Seydi Ba	Chargé des Catastrophes Naturelles et Anthropiques	Sacré Cœur 3 – Dakar, Sénégal Tél. (+221) 867 30 88/450 62 32 Email : gassama1@un.org

CILSS			
45	KONATE Amadou Mactar	Expert Sécurité Alimentaire Composante PREGEC/Instruments PRA/SA-LCD-POP DEV	Secrétariat Exécutif 03 BP. 7049 – Ouagadougou, Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : amadou.konate@cilss.bf
46	BA-DIAO Maty	Expert en Sécurité Alimentaire	Institut du Sahel BP. 1530 – Bamako, Mali Tél. (+223) 222 80 86 Fax (+223) 222 78 31 Email : mbadio@insah.org
47	ZOUNGRANA Bernadin	Analyste	Centre Régional AGRHYMET BP. 11011 – Niamey, Niger Tél. (+227) 20 31 53 16/96 08 81 07 Fax (+227) 20 31 54 35 Email : b.zougrana@agrhyment.ne
48	SAMBA Abdallah	Chef Division Sécurité Alimentaire/Accès aux Marchés	Centre Régional AGRHYMET BP. 11011 – Niamey, Niger Tél. (+227) 96 27 03 23 Fax (+227) 20 31 54 35 Email : A.Samba@agrhyment.ne
49	DIENG Ibnou	Expert Statisticien	Centre Régional AGRHYMET BP. 11011 – Niamey, Niger Tél. (+227) 20 31 53 16 Fax (+227) 20 31 54 35 Email : I.Dieng@agrhyment.ne
50	SALLA Sheik Tijane	Traducteur	Secrétariat Exécutif 03 BP. 7049 – Ouagadougou, Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : tijan.salla@cilss.bf
51	GOUNGOUNGA Rose	Secrétaire	Secrétariat Exécutif 03 BP. 7049 – Ouagadougou, Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : rose.goungounga@cilss.bf
52	GUIGMA Flore	Comptable	Secrétariat Exécutif 03 BP. 7049 – Ouagadougou, Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : flore.guiqma@cilss.bf
53	KONTE Souleymane	Interprète AIIC Free Lance	BP. 2598 – Bamako, Mali Tél. (+223) 220 05 51/674 53 15 Email : kontesoul23@yahoo.fr

Annexe 7 – Agenda

Mardi 20 mars 2007

- 08 h 00 – 09 h 00 : **Accueil et Inscription des participants**
- 09 h 00 – 09 h 30 : **Cérémonie d'ouverture**
- Discours de bienvenue /Mr Le Secrétaire Exécutif du CILSS
 - Discours d'ouverture / Mr. Le Ministre de l'Agriculture, des Biocarburants et de la Sécurité alimentaire du Sénégal
- 09 h 30 – 09 h 40 : Mise en place du bureau de séance et Adoption de l'Agenda
- **Président de séance : Sénégal**
- **Rapporteurs : Mali, Niger, Guinée Bissau, Bénin** avec l'appui du CILSS/CRA et Fews Net
- 09 h 40 – 09 h 50 : Présentation des objectifs et résultats attendus par **le CILSS/SE**
- 09 h 50- 10 h 00 : Pause Café**
- 10 h 00 – 13 h 00 : - Résultats définitifs de la Campagne agricole 2006/2007 et Bilan Céréaliier prévisionnel. Présentation pays CILSS (Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) **10 mn par pays.**
- Synthèse régionale sur les Résultats définitifs de la Campagne agricole 2006/2007 et Bilan Céréaliier prévisionnel 2007 par **le CILSS/CRA, la FAO/SMIAR et le FEWS NET** 10 mn par présentation. **Suivie de discussions**
- 13 h 00 – 14 h 30 : *Pause Déjeuner*
- 14 h 30 – 16 h 30 : Situation des disponibilités alimentaires dans les pays côtiers (**Bénin, Côte d'ivoire, Nigeria, Guinée, Ghana, Togo**) **10 mn par pays. Suivies de discussions**
- 16 h 30 – 16 h 45 : *Pause Café*
- 16 h 45 – 17 h 30 : Conclusions et recommandations sur les disponibilités alimentaires dans la sous région Ouest Africaine.
- 17 h 30 : Suspension des travaux**

Mercredi 21 mars 2007

- 08 h 30 – 09 h 00 : **Compte rendu des travaux de la première journée (Rapporteurs)**
- 09 h 00 – 09 h 30 : Etat de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables (Evolution des prix et approvisionnement des marchés) par **le CILSS, le FEWS NET et le PAM/VAM 10 mn/présentation**

09 h 30 – 10 h 00 : Restitution des missions conjointes (CILSS/FEWS/FAO/OCHA/ECHO/PAM) d'évaluation de la situation alimentaire dans les pays à risque (Mauritanie, Sénégal, Guinée Bissau, Tchad) par les équipes de terrain (CILSS/FEWS NET/FAO/PAM/OCHA et pays), **suivie de discussions**

10 h 00 - 10 h 30 : Suivi des Flux transfrontaliers entre le Mali, la Mauritanie, le Sénégal et dans la sous région par **le FEWS NET et le CILSS, suivie de discussions**

10 h 30 - 11 h 00 : Pause café

11 h 00 – 13 h 00 : Elaboration des Plans d'action d'atténuation des crises (**Travaux de groupes** basés sur les rapports des pays et les rapports des missions conjointes 2007) :
- Zones à risque et populations vulnérables par groupes sociaux économiques,
- Types d'Actions en cours et/ou programmées,
- Expression des besoins alimentaires ou non alimentaires,

Groupe 1 : Burkina, Niger, Mali, Tchad, Nigeria, Togo, Bénin, Cote d'Ivoire
Groupe 2 : Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Cap vert, Guinée

13 h 00 – 14 h 30 : Pause Déjeuner

14 h 30 - 16 h 30 : Restitution des travaux de groupes, présentations **suivies de discussions**

16 h 30- 17 h 00 : Pause Café

17 h 00 - 18 h 30 : Etat d'avancement de la mise en oeuvre du cadre harmonisé dans les pays Tests du CILSS, présentation de 10 mn par pays, **Suivie de discussions**

18 h 30 : Suspension des travaux

Jeudi 22 mars 2007

08 h 30 – 09 h 00 : Compte rendu des travaux de la deuxième journée (Rapporteurs)

09 h 00 – 10 h 00 : Etat d'avancement de la mise en oeuvre du cadre harmonisé, **suite**
Perspectives sur les profils alimentaires (Mali, Sénégal, Burkina Faso) par le FEWS
Suivie de discussions

10 h 00 – 10 h 30 : Conclusions générales et recommandations sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans la sous région Ouest Africaine

10 h 30 – 11 h 00 : Pause Café

11 h 00 - 13 h 00 Rédaction du compte rendu de la réunion

13 h 00 - 15 h 00 : Pause Déjeuner

15 h 00 – 16 h 30 : Adoption du Compte rendu de la réunion

16 h 30 - 17 h 00 : *Pause café*

17 h 00- 17 h 30 : *Cérémonie de clôture et Fin de la rencontre*